

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Transition écologique,
de la biodiversité et des négociations
internationales sur le climat et la nature

12 NOV. 2025

Décision du
portant liquidation totale de l'astreinte journalière imposée à la société
POLARIS FRANCE en application de la décision de sanction du 20 février 2025 et
abrogation de cette décision prise en application de l'article
L. 541-9-5 du code de l'environnement

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-9-5, L. 541-10, L. 541-10-1 (15°) et R. 543-153 et suivants du code de l'environnement ;

Vu la décision du 20 février 2025 portant sanction à l'encontre de la société POLARIS FRANCE en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement et distribué à son destinataire contre signature le 24 février 2025 notamment son article 1^{er} qui indiquait que cette société est redevable du paiement d'une astreinte d'un montant égal à :

- 60 € par jour à compter d'un délai franc de trente jours suivant la notification de cette décision,
- 90 € par jour à compter d'un délai franc de cent vingt jours suivant la notification de cette décision.

et que cette sanction s'applique jusqu'à ce que cette société transmette à la direction générale de la prévention des risques un justificatif de son adhésion auprès d'un éco-organisme agréé pour la filière à responsabilité élargie des producteurs de voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ou transmette un dossier de demande d'agrément en tant que système individuel, en application de l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

Vu la décision du 7 juillet 2025 portant liquidation partielle de l'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement, pour un montant de 5 400 €,

Vu l'émission du titre de perception le 11 juillet 2025 à l'encontre de la société POLARIS FRANCE pour un montant de 5 400 € et son recouvrement à la date du 6 août 2025 ;

Vu la décision du 2 octobre 2025 portant liquidation partielle de l'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement pour un montant de 8 100 €,

Vu l'émission du titre de perception le 15 octobre 2025 à l'encontre de la société POLARIS FRANCE pour un montant de 8 100 €,

Considérant que la société POLARIS FRANCE a transmis par message électronique le 14 octobre 2025 son attestation d'adhésion auprès de l'éco-organisme agréé, Recycler mon véhicule, pour la filière à responsabilité élargie des producteurs de voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur, en date du 9 octobre 2025 et,

qu'en conséquence, elle satisfait les dispositions de l'article 1^{er} de la décision du 20 février 2025 susvisée ;

Considérant dès lors que l'astreinte journalière à l'encontre de la société POLARIS FRANCE peut être totalement liquidée du fait que cette société a satisfait ses obligations de responsabilité élargie des producteurs pour la filière de voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur à compter du 9 octobre 2025 ;

Considérant que l'astreinte journalière qui a été imposée à la société POLARIS FRANCE en vertu des décisions susvisées des 7 juillet 2025 et 2 octobre 2025 a été liquidée partiellement pour la période allant du 27 mars 2025 au 22 septembre 2025 inclus ;

Considérant que le nombre de jours à prendre en compte pour le calcul du montant de l'astreinte à liquider totalement est de 16 entre le 23 septembre 2025 et le 8 octobre 2025 inclus avec un montant journalier à recouvrer de 90 €, soit un montant de 1 440 € ;

Considérant que dans ces conditions, il convient d'abroger la décision de sanction du 20 février 2025 susvisée,

Décide :

Article 1^{er}

L'astreinte journalière imposée à la société POLARIS FRANCE est liquidée dans sa totalité.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 1 440 € (mille quatre cent quarante euros), calculé sur 16 jours, du 23 septembre 2025 au 8 octobre 2025 inclus, est rendu immédiatement exécutoire.

Article 2

La décision du 20 février 2025 susvisée sanctionnant la société POLARIS FRANCE en application de l'article L. 541-9-5 du code de l'environnement et prononçant à son encontre le paiement d'une astreinte journalière jusqu'à ce que cette société transmette à la direction générale de la prévention des risques un justificatif de son adhésion auprès d'un éco-organisme agréé pour la filière à responsabilité élargie des producteurs de voitures particulières, camionnettes, véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ou un dossier de demande d'agrément en tant que système individuel en application de l'article L. 541-10 du code de l'environnement, est abrogée.

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant les juridictions compétentes.

Article 4

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société POLARIS FRANCE par lettre recommandée avec accusé de réception et publiée sur le site internet du ministère chargé de l'environnement.

Fait le **12 NOV. 2025**

La ministre de la transition écologique, de la
biodiversité et des négociations
internationales sur le climat et la nature,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de la prévention des
risques,

C. BOURILLET



